

ELISABETH GUIGOU

Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne ministre, ancienne députée et présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Robert DOSOU

Je présente Madame Elisabeth Guigou, que beaucoup connaissent ici, ancienne ministre, ancienne parlementaire européenne, ancienne députée, présidente d'Anna Lindh Euro-Mediterranean Foundation. Elle est chargée du dialogue entre les cultures.

Elisabeth GUIGOU

Merci, cher Président. D'abord, je voudrais dire que l'essentiel est évidemment que nous parlions ici de tous ces progrès qui ont été faits en Afrique, que vous avez soulignés. Monsieur Cleary vient de rappeler à quel point les questions de gouvernance sont évidemment très importantes.

Je voudrais souligner un point pour commencer. D'abord, l'Afrique et l'Europe affrontent le même risque, celui d'être sortis de l'histoire, de ne plus être dans les radars du pouvoir dans le monde d'aujourd'hui, celui d'être dominés par la Chine – nous en avons abondamment parlé aujourd'hui – et celui aussi d'être victime de la guerre pour l'instant commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Nous avons le même défi à affronter. Nous devons, me semble-t-il, voir ensemble comment nous pouvons continuer à défendre nos intérêts et continuer à nous faire entendre dans le monde et s'agissant par exemple du défi du climat qui évidemment est beaucoup plus menaçant pour notre région commune Europe-Afrique que peut-être dans d'autres endroits.

Si nous ne voulons pas sortir de l'histoire en marche, j'ai une conviction, c'est qu'il faut que nous travaillions à une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe. Je dis « nouvelle alliance » parce que c'est le terme qui a été employé par le Président Juncker, mais je sais, pour avoir beaucoup travaillé avec la Commission européenne, que cela diffuse maintenant dans les services de la Commission, ce qui est important. J'ai de bonnes raisons de penser que la prochaine présidente de la Commission sera sur la même ligne : une nouvelle alliance. Le président Macron, vous l'avez entendu, parle d'arrimer les deux continents pour justement défendre en commun nos intérêts.

Evidemment, il est indispensable au préalable que chacun balaie devant sa porte, c'est-à-dire que l'Europe continue à se consolider, à devenir plus cohérente – nous en avons beaucoup parlé cet après-midi –, et que l'Afrique elle-même – vous l'avez souligné, Monsieur le Président – fasse ses propres réformes. Mais il faut commencer – et ce n'est pas trop tard – à travailler ensemble sur les défis qui nous sont communs : le climat évidemment, la sécurité – nous avons beaucoup parlé du Sahel, mais il n'y a pas que cela –, l'emploi des jeunes – là aussi, c'est peut-être le défi majeur compte tenu de la démographie –, l'éducation, la santé et la maîtrise ensemble des migrations. En effet, les migrations incontrôlées sont une tragédie pour l'Afrique, parce que ce sont ses talents qui partent et, pour l'Europe, vous avez bien vu ce que cela produit : la montée des extrêmes, la montée du populisme, la fermeture des frontières. Il n'y a pas de solution sauf si nous affrontons ces questions ensemble.

Il ne suffit pas de le dire, il faut voir comment nous faisons. D'abord, il doit y avoir un principe, c'est que l'Europe ne doit pas être la seule à fabriquer l'agenda des discussions entre l'Afrique et l'Europe. Il faut tourner le dos à toutes les formes de néocolonialisme et à celui qui consiste à dire : nous, les Européens, nous savons ce qu'il faut faire et vous, les Africains, vous n'avez qu'à écouter. C'est encore beaucoup ainsi que cela se passe. Il faut changer. Il faut inventer aussi bien en termes de méthode qu'en termes de domaines dans lesquels nous devons travailler un nouveau partenariat.



La priorité, me semble-t-il, c'est de passer de l'aide publique – car si cela avait dû avoir des effets efficaces, nous le saurions – au financement sans doute public-privé, mais principalement privé de projets concrets qui créent des emplois et qui répondent aux vrais besoins des populations. C'est cela déjà le principal élément.

Par ailleurs, il convient de trouver des partenaires. Les diasporas africaines en Europe, c'est un trésor. C'est un lien humain entre l'Europe et l'Afrique, dont on ne tient pas suffisamment compte et qui évidemment est une richesse des deux côtés. Il y a les entreprises. Je rencontre en permanence – et Jean-Louis Guigou encore plus que moi – des petites et moyennes entreprises qui disent : « nous aimerions travailler en Afrique, plutôt que d'aller en Inde ou en Chine ». En effet, ils préfèrent la proximité. La proximité, cela réduit les temps de transport ; cela réduit les coûts ; cela réduit les risques monétaires. Cela permet un meilleur contrôle de la qualité. « Nous préférerions aller en Afrique, mais nous avons peur, car nous n'avons pas suffisamment de garanties ».

Le potentiel existe pour vraiment industrialiser l'Afrique. Les infrastructures sont essentielles. C'est la base de tout. Après, il faut aller au-delà. Comment faire pour accentuer les investissements et pas seulement les investissements européens en Afrique, mais les investissements africains en Europe ?

Par rapport aux outils, je crois qu'il faut que nous pensions ensemble notre avenir commun. Pour penser ensemble notre avenir commun, nous devons arriver à obtenir la création d'une fondation que nous appelons « Afrique Méditerranée Europe ». D'abord, c'est très beau, puisque nous inversons la verticale avec l'Afrique en premier, puis parce que les initiales donnent AME, « l'âme ». Je ne sais pas ce que cela peut donner en anglais avec le mot *soul*. Ce serait un réseau de *think tanks* existants qui travaillent déjà, dont beaucoup sont représentés ici dans cette salle. Néanmoins, plutôt que de se rencontrer ponctuellement comme nous le faisons depuis 2 jours – et c'est formidablement intéressant –, ils travailleraient de façon permanente et en faisant un travail transversal avec des académiques, des chercheurs, des entreprises et des politiques. C'est en croisant ces regards, mais de façon permanente dans des groupes de travail qui seraient constitués sur des sujets concrets, comme la santé, l'éducation, les créations d'emplois, l'agriculture, l'économie circulaire, l'énergie, l'eau, qu'ils pourraient élaborer des propositions, c'est-à-dire établir des consensus qui seraient ensuite soumis aux décideurs privés et publics. Je suis persuadée que si nous arrivons à avoir ces lieux de confrontation permanente qui produisent du consensus, nous arriverons à faire remonter des initiatives des acteurs de terrain, car c'est de cela qu'il s'agit. Nous arriverons à les évaluer conjointement et à sélectionner les bonnes pratiques. Beaucoup d'exemples nous ont été donnés au cours de ces deux journées. Une personne nous a dit par exemple qu'en Ethiopie, il y avait eu une grande réussite en matière de santé. Tout cela se perd, une fois qu'on en a parlé. Il convient de les évaluer, de les diffuser et ensuite d'agir pour que les financements soient là et que les façons de faire évoluent avec le rapprochement des normes.

Un deuxième outil me paraît très important. Il faudrait une banque qui ne serait pas encore une création *ex nihilo*. Il suffirait de faire une holding entre la BEI (la Banque européenne d'investissement), et la Banque africaine de développement pour que les dirigeants s'interrogent systématiquement sur ce qui est bon pour favoriser les investissements croisés : assurer la mobilité du capital et faire en sorte que nous puissions faire fonctionner les choses. Si nous avons un nouveau traité économique à la place de l'accord de Cotonou, cela ne ferait pas de mal.

Par ailleurs, il faudrait que nous concevions autrement les sommets Union européenne-Afrique. Là, ce sont des juxtapositions de discours. C'est toujours utile, mais regardons ce qu'il se passe sur d'autres continents. Il faudrait essayer de dire aux chefs d'Etat et de gouvernement de se rencontrer pendant 36 heures. C'est énorme dans leur emploi du temps. Vous venez sans collaborateur, vous vous parlez et vous échangez. Ensuite, dans d'autres salles, il y a des preneurs de notes et nous essayons de faire avancer les choses ainsi. Ce sont quelques propositions sur un sujet qui me tient à cœur. J'écouterai avec attention, Monsieur le Président, les autres propositions et suggestions.
(Applaudissements)

Robert DOSSOU

Merci, Madame Elisabeth Guigou.